Initiative to Keep Hasankeyf Alive (HYG)
27 Mai 2019

Rapport sur l'état actuel du barrage d'Ilisu,
sur le projet de centrale hydroélectrique et les campagnes d'opposition

Destruction et résistance à Hasankeyf et sur le Tigre

Depuis son lancement, le projet de barrage et de centrale hydroélectrique d'Ilisu est très controversé, tant au niveau des rives du Tigre dans la région du Kurdistan de la République de Turquie que dans tout le bassin jusqu'aux marais mésopotamiens au sud de l'Irak. Récemment, le gouvernement turc a annoncé que le 10 juin 2019, il commencera à remplir le réservoir du barrage d'Ilisu, qui est en voie d'achèvement. Cet article donne un aperçu des graves impacts sociaux, culturels et écologiques qui vont en découler et des luttes en cours aux niveaux local, régional et international qui espèrent y mettre fin.

Introduction

Le projet Ilisu sur le Tigre est la plus grande centrale hydroélectrique et/ou le plus grand barrage prévu ou en construction par le gouvernement turc. Lancé en 1997, il s'agit d'un élément clé du "Projet du sud-est de l'Anatolie" (GAP) à grande échelle dans le sud-est de l'État turc, principalement peuplé de kurdes. GAP se compose de 22 grands barrages d'une capacité de 8000 MW et de l'irrigation de 1,8 million d'hectares. Le projet Ilisu de 1 200 MW et 2 milliards d'euros, d'une hauteur de 138 m, inonderait le Tigre sur un tronçon de 136 km et une superficie de 313 km².

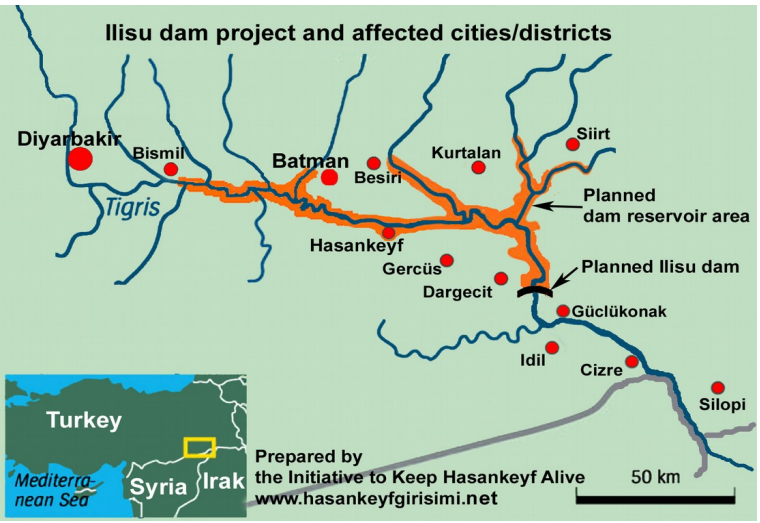

Image 1: carte de la zone affectée par le projet Ilisu
Source: Initiative to Keep Hasankeyf Alive (HYG)

Le premier consortium Ilisu a été dissous en 2002, mais a été relancé en 2005 avec la participation d'entreprises allemandes, suisses et autrichiennes qui ont demandé des garanties de crédit à l'exportation dans leurs États. Dans les années qui ont suivi, l'implication des entreprises, banques et gouvernements européens a été fortement contestée jusqu'à ce que, en juillet 2009, les agences de crédit à l'exportation (ACE) d'Allemagne, d'Autriche et de Suisse prennent une mesure sans précédent en suspendant les garanties de crédit en raison du non-respect par la Turquie des conditions environnementales, sociales et culturelles requises, accompagnée de fortes manifestations internationales. Cependant, le gouvernement turc a organisé de nouveaux financements avec des prêts de trois banques turques et a commencé la construction du projet en mars 2010. Dans le consortium Ilisu est restée une seule entreprise internationale, l'entreprise autrichienne Andritz.

Impacts sur la population, la culture et la nature

Selon les déclarations officielles de 2005, le réservoir du barrage d'Ilisu inonderait totalement ou partiellement 199 villages et l'ancienne ville de Hasankeyf, soit une population de 55 000 habitants. 23 000 personnes ne sont pas comptées parce qu'elles ont été obligées de partir dans les années 90 alors que 80 des villages touchés ont été évacués de force par l'armée turque. En outre, jusqu'à 3 000 familles nomades, qui utilisent le Tigre, seraient affectées directement. Par conséquent, Ilisu

touche environ 100.000 personnes. La grande majorité est kurde, tandis que la moitié de la population de Hasankeyf est arabe. Jusqu'au génocide arménien-syriaque de la Première Guerre mondiale, une partie importante de Hasankeyf et certains villages était syriaque. Plus de 40% des personnes touchées ne possèdent pas de terres et n'obtiennent aucune indemnisation; elles perdront presque tout. Pour les autres petits villageois, le taux d'expropriation est faible et il n'y a pas de terres appropriées pour la réinstallation; aucunes mesures de compensation des revenus n'ont été mises en place jusqu'ici. Les personnes touchées sont confrontées à la perte de leurs moyens d'existence et de leur culture, au bouleversement de leur foyer et de leur structure familiale et à un avenir de pauvreté dans les villes. Sachant que les Kurdes - en fait tous les non-Turcs - sont toujours confrontés à l'assimilation systématique par une politique étatique nationaliste turque, le projet Ilisu va intensifier l'assimilation des Kurdes. Le comportement centralisateur du gouvernement turc ne laisse aucune place à la participation des personnes affectées, des organisations civiles et des municipalités concernées. Tout a été planifié et mis en œuvre à Ankara par DSI (compagnie des travaux hydrauliques de l'Etat), maître d'ouvrage du gouvernement turc. Au niveau local/régional, seuls quelques grands propriétaires fonciers et quelques entreprises pourraient bénéficier financièrement du barrage.

Le projet Ilisu est situé en Haute Mésopotamie, le "berceau de la civilisation" où se sont développés les premiers peuplements humains. Le projet Ilisu toucherait plus de 400 sites archéologiques - l'ensemble de la zone affectée n'a pas encore fait l'objet d'une étude complète. A ce jour, seules une vingtaine de sites ont fait l'objet de fouilles. La ville de Hasankeyf, vieille de 12 000 ans, qui fusionne de façon unique un riche patrimoine culturel et historique avec un environnement biologiquement très diversifié, serait inondée par le réservoir Ilisu. C'est aussi parce qu'elle a été habitée sans interruption que Hasankeyf est devenu le symbole de la lutte contre le projet Ilisu. Hasankeyf a été sur la Route de la Soie pendant des siècles, l'une des plus grandes villes régionales de l'époque médiévale et conserve les traces de 20 cultures orientales et occidentales différentes, plusieurs centaines de monuments et jusqu'à 5.500 grottes faites par les mains de l'homme. Il s'agit d'une vaste zone qui nécessite une fouille minutieuse pendant des dizaines d'années. Hasankeyf et la vallée du Tigre environnante remplissent neuf des dix critères du patrimoine mondial de l'UNESCO selon les recherches d'experts indépendants[1], mais le gouvernement turc n'a fait aucune demande à l'UNESCO. Le fait que Hasankeyf ait été déclaré site archéologique de premier degré par le Conseil suprême des monuments de Turquie en 1978, est plutôt utilisé par le gouvernement pour empêcher tout développement urbain ou investissement pour un tourisme planifié et durable. Alors que dans les années 70, jusqu'à 10 000 personnes vivaient à Hasankeyf, Hasankeyf compte aujourd'hui 3000 habitants et est officiellement l'un des endroits les plus pauvres de Turquie.

Le projet Ilisu impacte fortement toute la Haute Mésopotamie et inonderait jusqu'à 400 km d'un habitat riverain précieux qui abrite de nombreuses espèces comme la tortue à carapace molle de l'Euphrate, espèce menacée. La vallée du Tigre est très importante pour l'écologie de la région. Par exemple, Hasankeyf abrite au moins 123 oiseaux. Le climat régional changerait également, comme ce fut le cas pour le bassin de l'Euphrate où, après la construction de cinq grands barrages, l'agriculture traditionnelle a subi de sérieux dégâts. Comme jusqu'à présent seules quelques recherches ont été faites dans la vallée du Tigre, nous ne savons pas vraiment ce qui serait perdu. La qualité de l'eau du réservoir devrait être fortement dégradée, entraînant l'extermination massive des poissons et menaçant la santé de la population. Plus en aval, la diminution du débit d'eau aura un effet négatif sur les marais mésopotamiens d'Irak - la plus grande zone humide du Moyen-Orient et un site classé patrimoine mondial par l'UNESCO.

[1] Voir http://www.dogadernegi.org/wp-content/uploads/2015/10/Outstanding-universal-value-of-hasankeyf-and-the-tigris-valley.pdf

Images 2 et 3: tortue à carapace molle, source: HYG; Arabes dans les marais du sud de l'Irak, source: STC

La Syrie et en particulier l'Irak dépendent de l'eau du Tigre, qui est vitale pour l'agriculture et l'approvisionnement en eau des centres urbains depuis des milliers d'années. Les conventions internationales (comme la Convention des Nations Unies de 1997 sur le droit relatif à l'utilisation des cours d'eau internationaux à des fins autres que la navigation) et le droit exigent des accords mutuels entre la Turquie, l'Iraq et la Syrie ; mais la Turquie ne les a pas signés. La Turquie impose plutôt des accords bilatéraux comme c'est le cas avec le gouvernement irakien ces dernières années. Les besoins de l'homme et de la nature ne sont pas pris en compte et il n'y a aucune garantie que la Turquie n'utilisera pas l'eau comme une arme contre le peuple irakien.

La manière dont la Turquie utilise les barrages comme une arme apparaît clairement dans le cas de la Fédération démocratique du nord-est de la Syrie qui a été libérée par les Forces démocratiques syriennes (FDS) pendant la guerre. La Turquie étant hostile au nord-est de la Syrie, elle coupe régulièrement l'eau provenant de l'Euphrate depuis 2016, ce qui diminue considérablement la production d'électricité, l'irrigation et l'approvisionnement en eau potable dans cette région. La Turquie viole ainsi un accord bilatéral turco-syrien de 1987 dans lequel elle s'est engagée à délivrer au moins 500 m^3/s à la frontière.

Développements depuis le début de la construction en 2010

Quatre sociétés turques (principalement Cengiz et Nurol) et Andritz en tant que sociétés de crédit-bail du consortium ont reçu des prêts de la banque publique Halkbank et des banques privées Akbank et Garantibank. Le gouvernement turc assume le rôle des agences de crédit à l'exportation et couvre les risques financiers. Une campagne contre les deux banques privées turques en 2010 a été menée pour la première fois par la société civile, mais elle n'a pas réussi à modifier leur soutien au projet de barrage.

La construction du Nouveau Hasankeyf, une ville nouvelle située à 2 km au nord de Hasankeyf, a commencé au cours de l'été 2010. Les trois tunnels de dérivation du Tigre ont été réalisés durant l'été 2012 permettant le début de la construction du corps du barrage.

En janvier 2013, à la suite d'une action en justice intentée par le Syndicat des chambres d'ingénieurs et d'architectes (TMMOB), le tribunal administratif d'Ankara décidait d'arrêter le projet Ilisu jusqu'à ce qu'une étude d'impact sur l'environnement (EIA) soit effectuée. Cependant, le gouvernement modifiait les lois de telle sorte qu'après trois mois, la construction a pu reprendre - jusqu'à maintenant il n'y a toujours pas d'EIA. Au cours de l'été 2014, la guérilla kurde du PKK enlevait deux chefs de chantier bloquant la construction pendant quatre mois. En juin 2015, les travailleurs organisaient une grève sur le site du barrage après avoir été agressés par les forces de sécurité privées durant les négociations sur leurs conditions travail, qui se sont poursuivies jusqu'en

novembre 2015. Afin de ne pas avoir à nouveau de protestations sur le chantier de construction du barrage, depuis fin 2015, la grande majorité des travailleurs provient de provinces éloignées, ils vivent sur le chantier de construction et n'ont aucun lien avec la population locale.

La reprise du conflit armé au Kurdistan turc en 2015 a permis au gouvernement de réprimer toute forme de protestation. La répression accrue a également limité la campagne contre le projet Ilisu. Néanmoins, la campagne relancée au début 2015 par HYG et le Mouvement Ecologiste de Mésopotamie a connu son apogée lors de la première Journée mondiale d'action Hasankeyf, le 20 septembre 2015. En 2015, six manifestations au total ont eu lieu à Hasankeyf et dans les environs, des poursuites judiciaires ont été engagées, et les militants ainsi que les personnes affectées ont fait renaître l'espoir d'une forte résistance.

Le gouvernement a embauché des centaines de personnes supplémentaires comme "gardes de village" et les a armées pour "sécuriser" le site du barrage d'Ilisu, situé à proximité des zones contestées depuis les années 1980 par l'armée turque et la guérilla du PKK. Les milliers d'agents des "forces de sécurité" autour du site du barrage sont impliqués dans des opérations militaires en cours; depuis 2015, de nombreuses zones autour de Hasankeyf et Ilisu ont été déclarées zones militaires interdites d'accès. La militarisation a atteint un tel niveau qu'il est devenu impossible de visiter le site en tant que chercheur indépendant. L'état d'urgence décrété en juillet 2016 a rendu presque impossible l'expression de critiques par le biais de manifestations ou d'autres actions publiques.

Depuis 2016, les responsables du gouvernement turc déclarent régulièrement que le projet Ilisu est achevé à 97[2], 98 ou 99 % et que le remplissage du réservoir du barrage commencera "dans quelques mois" ou "l'année prochaine". Mais jusqu'à présent, cela ne s'est pas produit et il n'est pas certain qu'après la construction du corps du barrage, la centrale hydroélectrique soit prête à fonctionner. Le dernier des trois tunnels de dérivation doit être fermé prochainement - ce qui est également nécessaire avant la mise en eau.

Le grand pont à 2 km à l'est de la ville de Hasankeyf - crucial pour le trafic régional - n'est achevé qu'aux deux tiers. La relocalisation et le déplacement des monuments de Hasankeyf sont aussi des conditions préalables à la mise en eau.

La position du gouvernement irakien pourrait revenir à l'ordre du jour international. Alors que dans le passé, les gouvernements irakiens ont parfois critiqué ouvertement la Turquie à cause d'Ilisu et d'autres problèmes liés au Tigre, depuis 2016/2017, l'approche semble avoir changé. Après plusieurs réunions sur le Tigre ces dernières années[3], le gouvernement turc a déclaré à plusieurs reprises que l'Irak ne souffrirait pas lorsque le réservoir du barrage sera rempli[4]. Il semble que le gouvernement irakien cherche un accord avec la Turquie qui assure un peu plus de débit d'eau pendant le processus de remplissage et une régulation des débits minimaux par la suite. Cela se fait sans aucune discussion avec la société irakienne; or les droits du peuple irakien seront violés lorsque le projet Ilisu commencera à mettre en oeuvre les mesures qui seront prises par les gouvernements. En ce sens, en juin 2018, l'ambassade de Turquie en Irak a déclaré que la Turquie augmentera le débit minimum vers l'Irak de 60 à 90 m3 /s, ce qui est très faible, sachant que le débit moyen est actuellement d'environ 500 m3 /s à la frontière turco-irakienne[5].

Début juin 2018, un grand débat a commencé en Irak lorsque les niveaux d'eau du Tigre ont atteint un minimum historique. La Turquie a été accusée d'avoir commencé à remplir le réservoir du

---

[2] Voir dans le journal Star: http://www.star.com.tr/politika/hasankeyfe-tarihi-dokunus-haber-1251112/

[3] Voir le commentaire lors d'une réunion en Mars 2017: http://www.savethetigris.org/the-iraqi-minister-of-water-resources-comments-on-ilisu-dam-a-positive-or-negative-development/

[4] Voir le site web de DSI: http://www.dsi.gov.tr/haberler/2017/06/22/bakan-ero%C4%9Flu-medeniyetler-diyar%C4%B1-hasankeyf-te-i-ftar-a%C3%A7t%C4%B1

[5] Voir Milliyet, 10.06.2018: http://www.milliyet.com.tr/komsu-susuz-birakilmayacak-siyaset-2685846/

barrage d'Ilisu. Ce n'était pas le cas. La raison principale des niveaux d'eau exceptionnellement bas est la faible chute de neige de l'hiver 2018 dans les montagnes du Kurdistan, couplée à une faible précipitation pendant les deux dernières années. Cela relève du changement climatique qui se fait sentir directement dans le bassin de Mésopotamie depuis la fin des années 90. La deuxième raison est la mauvaise politique de gestion de l'eau en Turquie et en Irak qui favorise les grands projets d'infrastructures hydrauliques, avec une déforestation des montagnes du Kurdistan, en particulier après la seconde guerre mondiale.

Image 4: Le barrage d'Ilisu; source: Dogru Haber 6.3.2019.

Lors de la campagne pour les élections municipales en Turquie, le président turc a annoncé le début du remplissage du réservoir Ilisu le 10 juin 2019[6]. Normalement, il n'est pas logique de commencer à remplir les réservoirs des barrages en juin, car le débit le plus élevé est en mars et en avril. Mais durant l'hiver 2019, les précipitations ont atteint des niveaux extrêmes et à la fin du mois de mai, le débit du Tigre était encore très élevé. Selon les déclarations officielles, le remplissage prendra entre 6 et 24 mois, selon le débit d'eau disponible.

Expropriation et réinstallation

Alors que la construction du projet Ilisu coûte officiellement 1,2 milliard d'euros, la réinstallation (expropriation, relogement, nouvelles infrastructures, etc.) nécessite environ 800 millions d'euros supplémentaires. L'expropriation dans les 200 localités concernées a commencé principalement en 2012. Outre le village d'Ilisu, réinstallé en octobre 2010, et Hasankeyf, il est prévu de réinstaller deux autres villages. Toutes les autres personnes - à l'exception des personnes sans terre - reçoivent de l'argent comptant et choisissent leur nouvelle résidence. La Chambre des ingénieurs agronomes de Batman a constaté que 80 % de l'indemnisation versée a été consacré à la réinstallation à l'extérieur de Batman, ce qui confirme la crainte exprimée depuis longtemps que les gens cherchent du travail et partent vivre au loin[7]. Au printemps 2019, quelques centaines de ménages n'ont toujours pas accepté le montant d'indemnisation proposé et ont fait appel devant le tribunal. A Hasankeyf, en 2012 et 2013, la population a organisé à deux reprises des manifestations pour faire valoir ses droits dans le processus d'expropriation et de réinstallation parce que celui-ci, fondé sur des lois qui ne tiennent pas beaucoup compte des droits, n'a pas été transparent et parce que les promesses n'ont pas été tenues.

---

6 Voir DHA, 07.03.2019: https://www.dha.com.tr/politika/cumhurbaskani-erdogan-su-anda-avukatlarimi-gorevlendirdim/haber-1630600

7 Voir: http://www.batmancagdas.com/gundem/batmana-800-milyon-tl-istimlak-parasi-2-h51500.html

Les habitants qui ont accepté d'habiter au Nouveau Hasankeyf sont confrontés à d'énormes dettes. Les prix des appartements neufs sont de deux à trois fois plus élevés que les montants d'expropriation reçus pour leurs maisons actuelles. Le maire de Hasankeyf a déclaré à ce sujet que moins de 5 % des gens ont l'argent pour payer les nouveaux appartements en une seule étape avec le montant de l'expropriation. DSI a exclu deux tiers des candidats de Hasankeyf pour les nouveaux appartements au Nouveau Hasankeyf. Les habitants d'un village situé au bord du fleuve directement en face de Hasankeyf se sont vu refuser l'accès à de nouveaux appartements au Nouveau Hasankeyf. Il y a des rumeurs selon lesquelles des centaines d'appartements supplémentaires pourraient être construits au Nouveau Hasankeyf et vendus à des personnes plus riches venues d'autres régions. Cela peut conduire à une recomposition sociale au Nouveau Hasankeyf et donc à des conflits sociaux.

Les habitants de Hasankeyf affirment que les nouveaux bâtiments sont de mauvaise qualité et que déjà maintenant les défauts sont visibles sur les bâtiments en cours de construction. Les habitants concernés affirment que ces défauts s'expliquent par une construction trop rapide. Il est évident qu'avec une mauvaise construction, les risques socio-économiques augmenteront considérablement pour eux.

La situation a explosé en 2018. Fin 2017, les responsables gouvernementaux ont annoncé que les commerçants de Hasankeyf devaient emménager dans de nouveaux locaux construits en mars 2018 alors que les habitants vivaient encore à Hasankeyf. Comme les nouvelles maisons au Nouveau Hasankeyf étaient loin d'être achevées, les propriétaires de magasins et les membres de leur famille ont organisé une manifestation. Bien que portant des drapeaux turcs pour ne pas être accusés de terrorisme, les manifestants ont été agressés par la police. Face à l'opinion publique, le gouvernement a du faire marche arrière et a confirmé qu'il réinstallait les magasins avec les habitants. Les maisons, qui devraient être achevées à l'été 2018, sont encore en construction et il n'est pas certain que la réinstallation puisse avoir lieu en juin 2019, comme les responsables l'ont annoncé récemment début mai.

Les villageois de Suceken, à 12 km à l'ouest de Hasankeyf, ont protesté pendant des années pour obtenir des terres dans la partie supérieure de leur village actuel afin d'y construire de nouvelles maisons plutôt que de s'installer dans les grandes villes. Après des années de protestations et de procès, ils ont pu récemment obtenir en partie gain de cause. Mais la construction des nouvelles maisons n'a pas encore commencé. Un autre village proche de Hasankeyf, appelé Urganli, n'accepte pas l'emplacement où doit débuter la construction de leur nouveau village[8].

Destruction et déplacement du patrimoine culturel

L'importance du patrimoine culturel de la région découle en grande partie de l'environnement naturel unique dans lequel il se trouve. Pendant de nombreuses années, le gouvernement turc a affirmé qu'avec la création d'un parc culturel adjacent au Nouveau Hasankeyf, le patrimoine culturel de Hasankeyf serait sauvé. Cela a été critiqué depuis le début par les militants associatifs. Les projets de "sauvetage" réalisés à Hasankeyf ces dernières années ont clairement révélé que cette affirmation du gouvernement n'était que de vaines paroles.

En 2015, les trois piliers du pont antique sur le Tigre ont commencé à être recouverts de nouvelles pierres. Cela a été présenté comme une mesure de restauration et de conservation permettant de conserver le pont pendant la durée de l'immersion sous l'eau; après la période d'exploitation du barrage, le pont pourrait alors être à nouveau exposé. On ne sait pas si cela fonctionnera, mais cette mesure est d'ores et déjà un dommage irréparable pour le pont.

---

[8] See Batman Cagdas, 15.04.2019: http://www.batmancagdas.com/gundem/koyluler-kuraya-katilmadi-h62959.html

La proclamation officielle du sauvetage de Hasankeyf explique qu'il s'agit principalement de déplacer sept monuments dans le "Parc culturel Hasankeyf". Les préparatifs en vue du déplacement du premièr monument, la tombe de Zeynel Beyey, ont commencé en 2015. L'ensemble de l'opération de déplacement a été caché au public et n'a pas bénéficié de la participation des parties prenantes, en violation des lois existantes, en particulier du processus d'appel d'offres et de passation de marchés. Avec la participation de la société néerlandaise Bresser Eurasia, le Turc Er-Bu Insaat a pu enfin déplacer la tombe de Zeynel Bey le 12 mai 2017. Considérant qu'il n'y a globalement pas d'expérience similaire de déplacement d'un monument d'un tel âge (550 ans) avec la technologie employée et que le monument est très fragile et en mauvais état (il y a des fissures dans la coupole), ce fut une action très risquée. Finalement, le monument siège dans son nouvel emplacement, mais comme aucun expert indépendant n'a pu l'examiner, personne ne sait quel type de dommage il a pu subir.

Image 5: Tombe de Zeynel Bey Tomb durant le déplacement en Mai 2017; source: DSI

Le journaliste français du National Geographic, Mathias Depardon, enquêtait sur le cas de la tombe de Zeynel Beyey, mais il a été arrêté à Hasankeyf le 5 mai 2017 alors qu'il travaillait sur une longue histoire du patrimoine culturel de Hasankeyf. Il a été expulsé par le gouvernement turc vers la France quelques semaines plus tard.[9]

Une nouvelle étape dans la destruction du patrimoine culturel de Hasankeyf a commencé vers le 10 août 2017. DSI a chargé une entreprise de démolir des roches à l'aide d'explosifs. Le démantèlement des roches du Rocher du Château et de la vallée environnante a commencé dans le but officiel d'une consolidation pour le moment de mise en eau du réservoir du barrage et pour le développement ultérieur du tourisme. D'autres mesures combinées sont prévues telles que le comblement de 210 grottes creusées par l'homme dans la zone et la construction d'un barrage remblayé et en béton à proximité du Rocher du Château, qui prolongerait le réservoir du barrage. Cette destruction, documentée par des vidéos et des photos, a suscité l'ire de personnalités et d'organisations de la région et de toute la Turquie[10]. Le gouverneur de la province de Batman et DSI ont alors déclaré qu'aucun explosif n'avait été utilisé et que l'objectif était de protéger les gens contre les chutes de pierres, en raison des nombreuses critiques publiques. Les habitants ont soutenu au contraire que les explosifs suscitaient la peur parmi la population de Hasankeyf, en particulier parmi les enfants, et que la prétendue affirmation "les roches constituent un danger" avait pour véritable objectif de chasser les gens et les artisans de Hasankeyf et surtout d'avoir suffisamment de matériaux pour le port "ancien" qui sera construit pour le tourisme au Rocher du Château. Cette approche montre une fois de plus comment des milliers d'années d'ingéniosité humaine sont détruites pour un projet énergétique de courte durée.

---

9 Voir la déclaration de plusieurs organisations lors de l'arrestation de M. Depardon: http://www.hasankeyfgirisimi.net/?p=449

10 Voir la déclaration de Initiative to Keep Hasankeyf Alive: http://www.hasankeyfgirisimi.net/?p=512

En 2018, le déplacement d'autres monuments de Hasankeyf au Nouveau Hasankeyf s'est poursuivi en raison de la construction d'un pont spécial qui va entraîner l'extinction des poissons dans le Tigre. En août 2018, le Bain d'Artuklu a été déplacé, toujours avec la contribution de Bresser. Au cours des deux mois suivants, ce fut au tour de la tombe de l'imam Abdullah et de la porte du milieu du Rocher du Château. En avril 2019, des responsables ont déclaré que la mosquée Kızlar, le minaret de la mosquée du sultan Süleyman Koç et la mosquée El Rizk seraient transférés dans le parc culturel du Nouveau Hasankeyf avant juillet 2019[11]. A part le pont antique, un autre monument a été recouvert de pierres dans un but de restauration et de conservation. Cependant, malgré ces "projets de conservation", plusieurs centaines de monuments vont être submergés et, avec le temps, détruits sous l'eau. Aujourd'hui, les sept monuments relocalisés sont situés à proximité les uns des autres, ce qui n'était pas le cas depuis des centaines d'années et sont déconnectés de leur environnement naturel. C'est un musée et rien de plus.

Images 6+7: Destruction des roches à la mi Août 2017; Equipement au milieu des débris de roches; source HYG

Le barrage autour du Rocher du Château a été achevé en 2019 et s'élève dans le paysage de Hasankeyf. Il a pour objectif officiel la "consolidation" du Rocher du Château qui serait immanquablement détruit par les eaux environnantes car il est composé de craie. Cette craie est à l'origine de la morphologie fascinante de la vallée du Tigre.

Image 8: Le nouveau barrage à proximité du Rocher du Château; source Hasankeyf Matters

[11] Voir Batman Cagdas, 14.04.2019: http://www.batmancagdas.com/gundem/diclede-su-duracak-h62930.html

Les fouilles de Hasankeyf datent des années 80. Tous les experts en fouilles soulignent que plusieurs dizaines d'années supplémentaires sont nécessaires afin d'estimer correctement la valeur universelle exceptionnelle de Hasankeyf. Les fouilles de ces dernières années - des obélisques ont été découvertes - indiquent que Hasankeyf est le jumeau de Göbeklitepe, à 225 km à l'ouest d'Urfa, le plus ancien temple/peuplement de l'histoire humaine[12]. Comme Göbeklitepe, Hasankeyf pourrait contribuer à une meilleure compréhension du début de l'histoire humaine.

Les campagnes contre le projet Ilisu

Fondée en janvier 2006, Initiative to Keep Hasankeyf Alive (Hasankeyf Yasatma Girisimi, HYG) rassemble actuellement une coalition de 88 organisations: militants, ONG locales de défense de l'environnement, de la culture, des femmes et des droits humains, associations professionnelles, syndicats et municipalités affectées. L'objectif est d'arrêter le projet Ilisu mais aussi d'améliorer la situation socio-économique des populations locales, de développer le patrimoine culturel et de défendre la nature grâce à la participation directe et démocratique de tous les acteurs concernés à tous les niveaux. Depuis les premiers jours de sa fondation, HYG a travaillé sur l'information des personnes affectées, les actions publiques, les camps, les conférences, les enquêtes, les rapports, les procès et les coalitions avec d'autres organisations de la société civile en Turquie et à l'étranger. En 2015, les activités se sont de nouveau étendues, mais la guerre en cours a limité les actions et les impacts. HYG est la campagne la plus longue et la plus forte contre le projet Ilisu.

Entre 2007 et 2013, l'organisation environnementale Doga Dernegi (www.dogadernegi.org) basée à Istanbul a mené une campagne Hasankeyf. Pendant plusieurs années, la campagne a pu susciter un vif intérêt, y compris dans l'ouest de la Turquie. En 2009, le célèbre chanteur turc Tarkan s'est joint à certaines activités pour Hasankeyf et en 2012 et 2013, des militants du Brésil et du sud de l'Irak sont venus à Hasankeyf et Ilisu pour se joindre aux activités et manifestations.

Entre 2006 et 2010, il y a eu une forte coopération entre les campagnes en Turquie et un certain nombre d'organisations en Europe, principalement regroupées sous le nom de Campagne pour stopper le barrage d'Ilisu (www.stopilisu.com), visant en particulier le financement européen du projet. Dans au moins six Etats d'Europe, plusieurs journées d'action ont été organisées contre les gouvernements, les banques ou les entreprises avec la participation de dizaines d'organisations civiles et de centaines de personnes. La couverture médiatique a été importante durant ces années.

Entre 2009 et 2011, il y a eu plusieurs initiatives, auxquelles HYG s'est joint, pour former une coalition turque de luttes locales sur les barrages, les rivières et l'eau. Plusieurs manifestations et journées d'actions communes ont été organisées à Ankara et à Istanbul.

En 2011, HYG s'est jointe à la session du Comité des droits économiques, sociaux et culturels de l'ONU et a présenté le cas Ilisu. Le gouvernement turc n'a pas tenu compte des recommandations critiques de ce comité des Nations unies. La Turquie a montré le même comportement lorsqu'en 2015, la campagne Save the Tigris et la campagne Iraqi Marshes ont présenté le cas Ilisu mais du point de vue irakien[13].

La campagne Save the Tigris (www.savethetigris.org) a été créée en juillet 2012 avec un focus sur l'Irak par des organisations irakiennes et d'autres dont HYG. L'accent est mis sur le droit à l'eau en Irak qui implique le rejet du barrage d'Ilisu ainsi que celui d'autres grands barrages destructeurs en Turquie et en Iran. La campagne vise à sensibiliser l'opinion publique irakienne et à faire pression

[12] Voir dans le journal Evrensel: https://www.evrensel.net/haber/263606/hasankeyf-hoyugu-tartismalari-devam-ediyor

[13] Voir la déclaration de STC: http://www.hasankeyfgirisimi.net/?p=303

sur le gouvernement irakien qui agit trop faiblement contre les barrages violant le droit à l'eau du peuple irakien.[14]

Depuis 2012, Hasankeyf Matters (www.hasankeyfmatters.com), un groupe de volontaires d'Istanbul et de Batman, est impliqué dans la campagne contre le projet Ilisu en se concentrant sur la conservation du patrimoine culturel de Hasankeyf.

En 2015, le Mouvement écologiste de Mésopotamie (MEM), un nouveau mouvement de militants et d'organisations écologistes du Kurdistan turc, a rejoint la campagne contre le projet Ilisu. Rien qu'en 2015, plus de cinq manifestations ont été organisées avec HYG, dont deux à Dargecit, la ville voisine du barrage. Le 20 septembre 2015 a été organisée la 1ère journée mondiale d'action Hasankeyf[15]. La 2ème journée mondiale d'action a eu lieu le 23 septembre 2017.

En mars 2016, grâce à l'action de Hasankeyf Matters et de HYG, Europa Nostra a choisi Hasankeyf comme l'un des 7 sites culturels menacés en l'Europe. Mais Europa Nostra a décidé de se retirer de toute action et déclaration en faveur de Hasankeyf, lorsque l'état d'urgence a été déclaré.

Images 9+10: 1ère Journée internationale d'action Hasankeyf, 20.09.2015, Hasankeyf; source: Hasankeyf Matters et HYG

En mai 2016, un symposium international a été organisé à Batman par HYG. En plus de susciter l'intérêt du public, les discussions ont porté sur la question de savoir si et comment la lutte pouvait s'intensifier et comment engager un processus avec l'UNESCO. Ce processus et celui avec Europa Nostra se sont tous deux enlisés lorsqu'en juillet 2016, l'état d'urgence a été déclaré en Turquie juste après l'échec du coup d'État militaire.

Dans les jours qui ont suivi la tentative de coup d'Etat militaire de juillet 2016, un contre-forum a été organisé par des dizaines d'organisations civiles (dont HYG) à Istanbul où le Comité du patrimoine mondial de l'UNESCO tenait sa 40e session. Des critiques ont été formulées contre l'Etat qui détruit systématiquement le patrimoine culturel et naturel[16]. Paradoxalement, lors de cette session, les marais du sud de l'Irak ont été inscrits sur la liste du patrimoine mondial de l'UNESCO sans remettre en question le projet Ilisu.

Au printemps 2017, plusieurs groupes environnementaux iraniens ont lancé une campagne de signatures à l'intention du Secrétaire général de l'ONU, lui demandant d'agir contre le projet Ilisu[17]. La pétition, signée par plus de 150.000 personnes, avance l'argument que l'assèchement des marais du sud de l'Irak va augmenter les tempêtes de sable dans le sud de l'Iran, qui sont déjà plus fréquentes ces trois dernières années.

---

14 Voir par exemple cette déclaration de 2015: http://www.hasankeyfgirisimi.net/?p=167

15 Voir la déclaration sur les actions: http://www.hasankeyfgirisimi.net/?p=284

16 Voir l'appel pour le contre-forum Unesco: http://www.hasankeyfgirisimi.net/?p=391

17 Voir le lien de la campagne: https://www.change.org/p/mr-ant%C3%B3nio-guterres-secretary-general-of-the-united-nations-safeguarding-hoor-al-azim-lagoon

Le 28 juin 2017, plusieurs organisations basées aux Pays-Bas et HYG ont organisé une manifestation contre la société néerlandaise Bresser à son siège près de Rotterdam[18]. Un mois plus tard, une plainte a été déposée auprès du point de contact national néerlandais pour les principes directeurs de l'OCDE qui, en août 2018, a conclu que Bresser n'avait pas pleinement répondu aux attentes et aux critères de diligence raisonnable de ces principes directeurs "dans le projet de transfert de la tombe Zeynel Beyey, à Hasankeyf, dans le sud-est de la Turquie". Malheureusement, cela n'a pas changé de manière positive l'implication de Bresser à Hasankeyf. Cette société a continué à contribuer à la destruction de Hasankeyf.

Le 20 septembre 2017, des actions ont eu lieu dans plus de 15 villes lors de la 2e Journée mondiale d'action pour Hasankeyf, dont 4 en Irak. C'est le résultat d'une lutte croissante depuis 2015, qui a fait renaître l'espoir d'arrêter le barrage d'Ilisu malgré la répression politique.

Le 28 avril 2018, une nouvelle journée d'action a été organisée, mais cette fois-ci, l'accent a également été mis sur Sur, la vieille ville de Diyarbakir (Amed). Des actions ont été menées dans près de 20 villes, dont 6 villes kurdes et turques.

Au printemps 2018, un nouveau réseau de luttes écologiques a été créé avec l'Union Ecologique dans laquelle HYG joue un rôle important.

Du 6 au 8 avril 2019, après une longue préparation, le 1er Forum mésopotamien de l'eau s'est tenu à Silemanî, au Kurdistan irakien. Les organisations HYG, MEM, Hasankeyf Matters et une douzaine d'autres organisations civiles se sont réunies pour discuter et développer des principes pour une nouvelle politique démocratique et écologique de l'eau en Mésopotamie.

Images 11+12: Journée d'action pour Hasankeyf, 2017 et 2018, source: HYG

Les procès contre Ilisu

Depuis 1999, un certain nombre de procès ont été engagés contre le projet Ilisu. Aucun n'a réussi à annuler le projet Ilisu et presque tous sont terminés. En Turquie, le premier grand procès a débuté en 1999 et portait sur le droit d'accès au patrimoine culturel. Il s'est terminé en 2010 et a autorisé la poursuite du projet pour la raison qu'Ilisu est un projet d'intérêt public élevé, même si un patrimoine culturel important va être endommagé. L'Union des chambres d'ingénieurs et d'architectes (TMMOB) a engagé une autre procédure judiciaire en raison de l'absence d'évaluation des impacts sur l'environnement (EIA). Après quelques succès, le tribunal administratif d'Ankara a décidé d'arrêter Ilisu en raison de l'absence d'EIA en janvier 2013; mais trois mois plus tard, la construction a repris. Le gouvernement ne s'est donc pas conformé à cette décision. En 2006 et 2007, sous la coordination de HYG, plusieurs petites actions en justice ont été intentées par des habitants

[18] Voir déclaration et photos de la manifestation contre Bresser: http://www.hasankeyfgirisimi.net/?p=470

contestant l'expropriation de leurs terres en raison de l'état d'urgence, ce qui est devenu la norme pour Ilisu. Ils ont été déboutés.

En 2015, des poursuites ont été engagées contre un décret sur le projet de déplacement de la population de Hasankeyf. Cela a donné lieu à un nouveau décret partiellement amélioré en 2016. En 2016, la plainte de HYG contre le déplacement de la tombe de Zeynel Beyey a été rejetée en quelques mois.

En 2006, une plainte a été déposée devant la Cour européenne des droits de l'homme (CEDH) par quatre personnes. 13 ans plus tard, en février 2019, la CEDH a rejeté l'appel à la conservation du site archéologique de Hasankeyf et de la vallée du Tigre environnante en faisant valoir qu'il n'existe pas de droit individuel universel d'accès au patrimoine culturel dans la Convention européenne des droits de l'homme adoptée par les États membres.

Conclusion

La lutte de 20 ans contre le projet Ilisu a atteint un seuil critique depuis que le gouvernement turc a terminé la plupart des travaux de construction. Malgré l'annonce du remplissage du réservoir du barrage, la campagne contre Ilisu n'a pas perdu l'espoir et la volonté d'arrêter l'un des barrages les plus controversés du monde. Nous ne savons pas si le remplissage commencera en juin 2019, mais ce que nous savons, c'est qu'il est de notre devoir de lutter jusqu'au dernier moment contre ce projet de destruction, d'exploitation et de conflit. En effet, il existe dans le monde un certain nombre de grands projets achevés - certains étaient plus importants qu'Ilisu - qui n'ont jamais été mis en œuvre en raison de protestations publiques et civiles. C’est aussi possible dans notre cas !

Initiative to Keep Hasankeyf Alive
Batman/Turquie
Email: hasankeyfgirisimi@gmail.com
Site web: www.hasankeyfgirisimi.net
Twitter: @hasankeyfdicle
Facebook: www.facebook.com/hasankeyfyasatmagirisimi/